





MARX

DANS LA MÊME COLLECTION

*Virgile* par Jean Giono.

*Hugo* par Michel Butor.

*La Fontaine* par Jacques Réda.

*Descartes* par Paul Valéry.

*Pascal* par Michel Schneider.

*Tolstoï* par Stefan Zweig.

*Baudelaire* par Gérard Macé.

*Schopenhauer* par Thomas Mann.

*Stendhal* par Dominique Fernandez.

*Claudiel* par Olivier Py.

*Flaubert* par Marie-Hélène Lafon.

LÉON TROTSKY

---

MARX

*pages choisies*

*Les auteurs de ma vie*

BUCHET • CHASTEL

© Libella, Paris, 2019  
Première édition française : Corrêa, 1947  
Édition originale : Longmans, Green and Co.,  
New York (Collection Alfred O. Mendel), 1939

ISBN : 978-2-283-03238-1

*Ce volume sur la pensée de Marx a été écrit au tout début de l'année 1939, en réponse à une commande de l'éditeur Alfred O. Mendel chez Longmans, Green and Co. pour la collection « The Living Thoughts » (dont la plupart des titres ont été traduits en français chez Corrêa depuis devenu Buchet/Chastel).*

*Très occupé par l'écriture de deux autres livres, sur Staline et sur Lénine, Trotsky a choisi de confier la sélection des textes du premier livre du Capital, qui constitue la deuxième partie de cet ouvrage, à Otto Rühle (1874-1943), ancien député social-démocrate au Reichstag et réfugié comme lui au Mexique. Rühle avait fait partie de la commission Dewey qui mit en pièces les accusations portées contre l'exilé de Coyoacán par les procureurs de Moscou, au terme d'une magistrale contre-enquête. Il était considéré comme l'un des meilleurs connaisseurs des écrits de Marx, et son « condensé » du Capital (les coupes dans le texte sont inapparentes) fut dans le détail ratifié par Trotsky.*

*L'essai introductif sur « l'actualité de Marx » a été quant à lui entièrement rédigé en russe par Trotsky, qui lui a accordé le plus grand soin, et comptait qu'il toucherait un public très large. Il refusa catégoriquement toutes les demandes de correction qui lui furent faites.*



## LE MARXISME ET NOTRE TEMPS

*Ce qui est présenté au lecteur*

Ce livre expose, avec les mots mêmes de Marx, les fondements de sa doctrine économique. Personne, après tout, n'a encore été capable de formuler la théorie de la valeur-travail mieux que Marx lui-même.

Certains des arguments de Marx, spécialement dans la première section, qui est aussi la plus difficile, peuvent paraître au lecteur non initié beaucoup trop discursifs, subtils, ou « métaphysiques ». En fait, cette impression est due au fait que l'on n'a pas l'habitude de considérer scientifiquement des phénomènes courants. La marchandise est devenue une part si répandue, si habituelle, si familière de notre existence quotidienne que nous ne nous donnons même plus la peine de considérer pourquoi les hommes se dessaisissent d'objets de valeur en échange de minces disques d'or ou d'argent qui n'ont en eux-mêmes aucun usage en ce monde. Le cas n'est pas limité aux marchandises. Toutes les catégories de l'économie courante semblent être acceptées sans analyse, comme évidentes,

comme si elles étaient la base naturelle des relations humaines. En effet, tandis que les réalités du processus économique sont le travail humain, les matières premières, les outils, les machines, la division du travail, la nécessité de distribuer les produits finis parmi les travailleurs et les autres, des catégories comme les marchandises, la monnaie, les salaires, le capital, le profit, l'impôt, ne sont dans l'esprit de la plupart des humains que le reflet à demi mystique des aspects variés d'un processus économique qu'ils ne comprennent pas et qui échappe à leur contrôle. Pour les déchiffrer, une analyse scientifique est indispensable.

Aux États-Unis, où un homme qui possède un million est estimé comme « valant » un million, les concepts économiques étaient enfouis plus profondément que nulle part ailleurs. Jusqu'à une date toute récente, les Américains s'occupaient très peu de la nature des relations économiques. Dans le pays du plus puissant système économique, les théories économiques continuaient à être extrêmement pauvres. Seule la récente et profonde crise de l'économie américaine a brusquement mis l'opinion publique en face des problèmes fondamentaux de la société capitaliste. En tout cas, quiconque n'a pas triomphé de l'habitude d'accepter sans critique les idées toutes faites sur le développement économique, quiconque n'a pas réfléchi, à la suite de Marx, à la nature essentielle de la marchandise comme cellule de base de l'organisme capitaliste, sera à tout jamais incapable de comprendre scientifiquement les plus importantes manifestations de notre époque.

*La méthode de Marx*

Ayant défini la science comme la connaissance des lois objectives de la nature, l'homme a essayé avec obstination de s'exclure lui-même de la science, se réservant des privilèges spéciaux sous forme de prétendues relations avec des forces surnaturelles (religion), ou avec des préceptes moraux éternels (idéalisme). Marx dépouilla définitivement l'homme de ces odieux privilèges en le considérant comme un chaînon dans le processus évolutif de la nature matérielle, en considérant la société humaine comme l'organisation de la production et de la distribution, et le capitalisme comme une étape dans le développement de la société humaine.

Le but de Marx n'était pas de découvrir les « lois éternelles » de l'économie. Il niait l'existence de telles lois. L'histoire du développement de la société humaine est l'histoire de la succession de systèmes économiques variés, chacun fonctionnant selon ses propres lois. Le passage d'un système à un autre est toujours déterminé par l'accroissement des forces productives, c'est-à-dire la technique et l'organisation du travail. À un certain degré, les changements sociaux sont quantitatifs et n'altèrent pas les fondements de la société, c'est-à-dire le mode dominant de propriété. Mais un palier est atteint quand les forces productives ne peuvent se maintenir plus longtemps dans les anciennes formes de propriété ; il s'ensuit un changement radical de l'ordre social, accompagné de chocs.

La commune primitive fut soit remplacée, soit augmentée par l'esclavage ; à l'esclavage succéda le servage avec ses superstructures féodales ; le développement commercial des villes amena l'Europe du XVI<sup>e</sup> siècle au régime capitaliste, qui depuis lors est passé par différentes étapes. Dans *Le Capital*, Marx n'étudie pas l'économie en général, mais l'économie capitaliste, qui a des lois spécifiques. Ce n'est qu'en passant qu'il se réfère à d'autres systèmes économiques pour mettre en lumière les caractéristiques du capitalisme.

L'économie autosuffisante de la famille paysanne primitive n'a pas besoin d'« économie politique », car elle est dominée d'un côté par les forces de la nature et de l'autre par les forces de la tradition. L'économie naturelle et fermée des Grecs et des Romains, fondée sur le travail de l'esclave, était régie par la volonté du propriétaire d'esclaves, dont les plans à leur tour étaient directement déterminés par les lois de la nature et la routine. On peut en dire autant du régime médiéval avec ses serfs. Dans tous ces cas, les relations économiques étaient claires et transparentes dans leur crudité primitive. Mais le cas de la société contemporaine est en tous points différent. Elle a détruit les anciennes relations indépendantes et les vieilles méthodes de travail. Les nouveaux rapports économiques ont uni les villes et les villages, les provinces et les nations. La division du travail a gagné toute la planète. Ayant détruit la tradition et la routine, ces liens ne se sont pas composés selon un plan défini, mais plutôt en dehors de la conscience et de la prévision humaine. L'interdépendance des hommes, des groupes, des

classes, des nations, qui suit la division du travail, n'est dirigée par personne. Les gens travaillent les uns pour les autres sans se connaître, sans se préoccuper des besoins des uns et des autres, avec l'espoir et même l'assurance que leurs relations se réguleront d'elles-mêmes. Dans l'ensemble, elles le font, ou plutôt elles le faisaient.

Il est complètement impossible de rechercher les causes du développement de la société capitaliste dans la conscience subjective – dans les intentions ou les plans de ses membres. Les lois objectives du capitalisme ont été formulées avant que la science ait commencé à y penser sérieusement. Encore aujourd'hui, la plus grande majorité des hommes ne connaît rien des lois qui gouvernent l'économie capitaliste. Toute la force de la méthode de Marx réside dans le fait qu'il aborde le phénomène économique, non pas du point de vue subjectif de certaines personnes, mais du point de vue objectif qui considère le développement de la société comme un tout, de la même manière qu'un scientifique considère une ruche ou une fourmilière.

Pour la science économique, le point décisif est : que font les gens et comment agissent-ils, et non pas ce qu'ils pensent eux-mêmes de leurs actions. À la base de la société ne se trouvent pas la religion et la morale, mais la nature et le travail. La méthode de Marx est matérialiste parce qu'elle va de l'existence à la conscience, et non l'inverse. La méthode de Marx est dialectique parce qu'elle regarde la nature et la société en tant qu'elles évoluent, et l'évolution elle-même comme la lutte incessante de forces opposées.

*Le marxisme et la science officielle*

Marx a ses prédécesseurs. L'économie politique classique – Adam Smith, David Ricardo – atteint son plein épanouissement avant que le capitalisme ne vieillisse, avant qu'il ne commence à craindre le lendemain. Marx rendit aux deux grands classiques un tribut de profonde gratitude. Néanmoins, l'erreur fondamentale de l'économie classique consistait en ce qu'elle voyait le capitalisme comme l'existence normale de l'humanité au lieu de le considérer simplement comme une étape historique dans le développement de la société. Marx commença avec une critique de cette conception de l'économie, exposa ses erreurs en même temps que les contradictions du capitalisme lui-même, et démontra son effondrement inévitable.

La science ne s'accomplit pas dans les études hermétiques des savants, mais dans la chair et le sang de la société. Tous les intérêts et toutes les passions qui écartèlent la société exercent leur influence dans le développement de la science, spécialement dans l'économie politique, la science de la richesse et de la pauvreté. La lutte des travailleurs contre les capitalistes oblige les théoriciens de la bourgeoisie à tourner le dos à une analyse scientifique du système d'exploitation et à se contenter d'une simple description des faits économiques, d'une étude de l'économie ancienne et, ce qui est bien pire, d'une falsification complète des choses telles qu'elles sont, dans le but de justifier le système capitaliste. La doctrine économique qui est enseignée de nos jours

dans les institutions officielles et prêchée dans la presse bourgeoise ne manque pas de faits importants, mais elle est absolument incapable d'envisager le processus économique comme un tout et de découvrir ses lois et ses perspectives, et elle n'en a pas non plus le désir. L'économie politique officielle est morte.

*La loi de la valeur-travail*

Dans la société contemporaine, le principal lien entre les hommes est l'échange. Tout produit du travail qui entre dans le processus de l'échange devient une marchandise. Marx commença son investigation avec la marchandise et déduisit de cette cellule fondamentale de la société capitaliste les relations sociales qui se sont formées objectivement sur la base des échanges, indépendamment de la volonté des hommes. C'est la seule manière possible de résoudre le problème fondamental – comment dans la société capitaliste, dans laquelle chacun ne pense qu'à soi, et où personne ne pense aux autres, les proportions relatives entre les différentes branches de l'économie indispensable à la vie s'établissent-elles ?

Le travailleur vend son travail, le fermier apporte ses produits au marché, le banquier accorde des prêts, le boutiquier offre un assortiment de marchandises, le spéculateur achète et vend des stocks et des valeurs, chacun selon ses propres considérations, ses propres plans, ses propres intérêts

concernant le salaire ou le profit. Néanmoins, de ce chaos d'efforts et d'actions individuelles émerge un certain tout économique qui, à la vérité, n'est pas harmonieux mais contradictoire, et qui cependant donne à la société la possibilité non seulement d'exister, mais même de se développer. Cela signifie après tout que ce chaos n'est pas un chaos du tout, que d'une certaine manière il est réglé automatiquement, sinon consciemment. Comprendre le mécanisme par lequel les différents aspects de l'économie sont amenés à un stade d'équilibre relatif, c'est découvrir les lois objectives du capitalisme.

Évidemment, les lois qui régissent les différentes sphères de l'économie capitaliste – salaires, prix, rente, profit, intérêt, crédit, bourse – sont nombreuses et complexes. Mais finalement elles se ramènent toutes à une simple loi que Marx découvrit et expliqua, et qui est la *loi de la valeur-travail*, la règle fondamentale de l'économie capitaliste. L'essence de cette loi est simple. La société dispose d'une certaine réserve vivante de force de travail. Appliquée à la nature, cette force produit les objets nécessaires à la satisfaction des besoins humains. En raison de la division du travail entre des producteurs indépendants, les objets assument la forme de marchandises. Les marchandises s'échangent les unes les autres selon un rapport donné, d'abord directement, puis éventuellement au moyen d'or ou de monnaie. La propriété fondamentale des marchandises, qui dans un certain sens les rend équivalentes les unes aux autres, est le travail humain qui les a produites – le travail abstrait, le travail en général – la base et la mesure

de la valeur. Si la division du travail parmi des millions de producteurs épars ne provoque pas la désintégration de la société, c'est parce que les marchandises sont échangées selon le temps de travail nécessaire à leur production. En acceptant ou en rejetant les marchandises, le marché, où se passent les échanges, décide si elles renferment ou non du travail socialement nécessaire, et, par là, détermine les ratios des différentes sortes de marchandises nécessaires à la société et, par voie de conséquence, la distribution du pouvoir de travail selon les différents marchés.

Le processus réel du marché est infiniment plus complexe qu'il n'est possible de l'exposer en quelques lignes. Ainsi, oscillant autour de la valeur du travail, les prix sont soit au-dessus, soit au-dessous. Les causes de ces variations sont pleinement expliquées dans le troisième volume du *Capital* de Marx, qui décrit « le processus de la production capitaliste considérée comme un tout ». Néanmoins, quelque grandes que soient les divergences des prix et de la valeur des marchandises dans les cas particuliers, la somme de tous les prix est égale à la somme de toutes les valeurs, car, dans le compte final, seules les valeurs qui ont été créées par du travail humain sont à la disposition de la société, et les prix ne peuvent pas franchir cette limite, même les prix de monopole des trusts ; là où le travail n'a pas créé de nouvelle valeur, même Rockefeller ne peut rien.

*Inégalité et exploitation*

Mais, si les marchandises sont échangées selon la quantité de travail qu'elles contiennent, comment l'inégalité peut-elle sortir de cette égalité ? Marx résout le problème en exposant la nature particulière d'une des marchandises qui est la base de toutes les autres, la force de travail. Le propriétaire des moyens de production, le capitaliste, achète la force de travail. Comme toutes les autres marchandises, celle-ci est évaluée selon la quantité de travail qu'elle contient, c'est-à-dire la quantité de travail pour produire les moyens de subsistance nécessaires à la vie et à la reproduction du travailleur. Mais la consommation de cette marchandise – la force de travail – consiste en travail, c'est-à-dire dans la création de nouvelles valeurs. La quantité de ces valeurs est plus grande que celle que le travailleur reçoit et qu'il dépense pour son entretien. Le capitaliste achète le travail en vue de l'exploiter. C'est cette exploitation qui est la source de l'inégalité.

La part qui sert à couvrir les besoins du travailleur, Marx l'appelle le produit nécessaire. La part que le travailleur produit en plus est la plus-value. Les esclaves devaient produire une plus-value, sinon les propriétaires d'esclaves n'en auraient pas gardé. Les serfs devaient produire des plus-values, sinon le servage n'aurait servi de rien à la noblesse. Des plus-values, mais dans une proportion beaucoup plus considérable, sont de même produites par le travailleur salarié, sinon le capitaliste n'aurait pas besoin d'acheter de la force de travail. La lutte des classes

n'est pas autre chose que la lutte pour les plus-values. Celui qui possède les plus-values est le maître de la situation, il possède la richesse, l'État, les clefs de l'Église, de la cour, des sciences et des arts.

### *Concurrence et monopole*

Les relations entre les capitalistes qui exploitent les travailleurs sont déterminées par la concurrence, qui devient très vite le principal ressort du progrès capitaliste. Les grandes entreprises bénéficient par rapport aux plus petites d'avantages techniques, financiers, administratifs, économiques et enfin politiques. Le capital le plus grand, capable d'exploiter un plus grand nombre de travailleurs, sort inévitablement victorieux de la lutte. Telle est la base inaltérable de la concentration et de la centralisation du capital.

En même temps qu'elle stimule le développement progressif de la technique, la concurrence détruit non seulement les couches intermédiaires, mais encore elle-même. Sur les cadavres et les demi-cadavres des petits et des moyens capitalistes se dresse un nombre de plus en plus petit de seigneurs capitalistes de plus en plus puissants. Ainsi, de la concurrence honnête, démocratique et progressive sort irrévocablement le monopole malfaisant, parasitaire, réactionnaire. Il commença de s'affirmer vers 1880, pour prendre sa forme définitive au début de ce siècle. Maintenant, la victoire des monopoles est ouvertement reconnue par les représentants les plus officiels de la

*bourgeoisie*<sup>1</sup>. Cependant, lorsque Marx dans ses pronostics avait présenté le monopole comme une tendance inhérente du capitalisme, le monde bourgeois tenait la concurrence pour une loi éternelle de la nature.

L'élimination de la concurrence marque le début de la désintégration de la société capitaliste. La concurrence était le ressort créateur du capitalisme et la justification historique du capitaliste. Par là, l'élimination de la concurrence marque la transformation des actionnaires en parasites sociaux. La concurrence exige certaines libertés, une atmosphère libérale, un régime démocratique, un cosmopolitisme commercial. Le monopole a besoin d'un gouvernement aussi autoritaire que possible, de barrières douanières, de ses « propres sources » de matières premières et de marchés (colonies). Le dernier mot du capital monopolistique est le *fascisme*.

*Concentration des richesses  
et augmentation des contradictions de classes*

Les capitalistes et leurs avocats essaient par tous les moyens de dissimuler l'étendue réelle de

---

1. La concurrence comme influence modératrice, avoue le procureur général des États-Unis, M. Homer S. Cummings, est à peu près évincée et, dans l'ensemble, ne subsiste que « comme un pâle souvenir des conditions antérieures ». (Note de Trotsky.) [N.d.E. : Homer Cummings (1870-1956), membre du Parti démocrate, fut procureur général des États-Unis dans l'administration Roosevelt entre 1933 et 1939.]

la concentration de richesses aux yeux du peuple aussi bien qu'aux yeux de l'impôt. En dépit de l'évidence, la presse bourgeoise en est encore à soutenir l'illusion de la répartition démocratique des investissements de capitaux. Le *New York Times*, en réfutation des thèses marxistes, établit que le nombre des employeurs individuels se monte à 3 ou 5 millions. Les sociétés anonymes, il est vrai, représentent une plus grande concentration de capital que 3 ou 5 millions d'employeurs ; cependant, les États-Unis doivent avoir « un demi-million de sociétés ». Ce genre de jeu futile avec de grosses sommes et des moyennes sert, non pas à révéler, mais à cacher la vraie nature des choses.

Depuis le commencement de la guerre jusqu'en 1923, le nombre des fabriques et des usines aux États-Unis tomba de l'indice 100 à l'indice 98,7, cependant que la masse de la production industrielle montait de 100 à 156,3. Durant les années de la prospérité (1923-1929), où il semblait que chacun allait devenir riche, le nombre des établissements tomba de 100 à 93,8, cependant que la production montait de 100 à 113. Mais la concentration des établissements industriels, liés par leurs corps massifs, reste loin derrière la concentration de leurs âmes, c'est-à-dire de celle de leurs propriétaires. En 1929, les États-Unis doivent avoir plus de 300 000 sociétés, ainsi que le fait remarquer justement le *New York Times*. Seulement, il est nécessaire d'ajouter que 200 d'entre elles, c'est-à-dire 0,07 %, contrôlent 49,2 % des valeurs de toutes les sociétés ; quatre ans plus tard, le rapport est déjà monté à 56 % et, durant les années de

l'administration Roosevelt, il est sans doute monté encore. À l'intérieur de ces 200 sociétés, la domination réelle appartient à une petite minorité<sup>1</sup>.

Le même processus peut être observé dans les banques et les assurances. Cinq des plus grandes compagnies d'assurances des États-Unis ont absorbé, non seulement les autres, mais même de nombreuses banques. Le nombre total des banques diminue, principalement par de prétendues fusions, en réalité par absorption. Le chiffre d'affaires croît rapidement. Au-dessus des banques se dresse l'oligarchie des super-banques. Le capital bancaire fusionne avec le capital industriel dans un super-capital financier. À supposer que la concentration des industries et des banques continue au même rythme que durant le dernier quart de siècle – en fait, il augmente –, au cours du prochain quart, les monopoles auront réuni sous eux toute l'économie du pays, sans même laisser le denier de la veuve.

Les statistiques des États-Unis ne sont citées ici que parce qu'elles sont plus exactes et plus frappantes. Le processus de concentration est essentiellement international. À travers les différentes étapes du capitalisme, à travers tous les régimes politiques, à travers les périodes de paix et les périodes de guerre,

---

1. Une commission du Sénat des États-Unis constata en février 1937 que, durant les vingt dernières années, les décisions des douze plus grandes sociétés avaient équivalu à des directives pour la plus grande partie de l'industrie américaine. Le nombre des présidents du conseil de ces sociétés est à peu près le même que celui des membres du cabinet du président des États-Unis. Mais ces présidents sont incommensurablement plus puissants que les membres du cabinet. (Note de Trotsky.)

le processus de concentration de toutes les grandes fortunes dans un nombre toujours plus petit de mains a continué et continuera sans cesse. Durant les années de la Grande Guerre, alors que les nations étaient saignées à mort, alors que le vrai corps politique de la bourgeoisie croulait sous le poids des dettes nationales, alors que les systèmes fiscaux s'enfonçaient dans l'abîme, entraînant derrière eux les classes moyennes, les monopoles réalisaient des bénéfices sans précédent dans la fange et le sang. Les plus grandes compagnies des États-Unis augmentèrent leurs actifs deux, trois, quatre fois et même plus, et gonflèrent leurs dividendes de 300, 400, 900 % et plus.

En 1840, huit ans avant la publication du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, le célèbre écrivain français Alexis de Tocqueville écrivait dans son livre *De la démocratie en Amérique* : « Les grandes fortunes tendent à disparaître, le nombre des petites est en augmentation. » Cette pensée a été citée d'innombrables fois, d'abord à propos des États-Unis, ensuite à propos des jeunes républiques comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il est clair que les vues de Tocqueville étaient fausses, même de son temps. La véritable concentration des richesses ne commença qu'après la Guerre civile américaine, à la veille de laquelle mourut Tocqueville. Au début de ce siècle déjà, 2 % de la population des États-Unis possédaient plus de la moitié de toute la fortune du pays ; en 1929, les mêmes 2 % possédaient les trois cinquièmes de la richesse nationale. Au même moment, 36 000 familles riches avaient un revenu égal à celui de 11 millions de familles moyennes et pauvres. Durant la crise de 1929-1933,

les monopoles n'eurent pas besoin de faire appel à la charité publique ; au contraire, ils s'élevèrent plus haut que jamais au-dessus du déclin général de l'économie nationale. Durant le renouveau boiteux qui suivit le New Deal, les monopoles de nouveau écumèrent une lourde masse de crème. Le nombre des chômeurs baissait au plus de 20 à 10 millions ; au même moment, le gratin de la société capitaliste – pas plus de 6 000 adultes – accumulait des dividendes fantastiques ; c'est ce que prouva avec des graphiques Herbert H. Jackson durant son passage au poste d'assistant du procureur général antitrust des États-Unis<sup>1</sup>.

Mais l'idée abstraite de « capital monopolistique » est remplie pour nous de chair et de sang. Elle signifie qu'une poignée de familles liées par des liens de parenté et d'intérêts communs dans une oligarchie capitaliste exclusive dispose de la fortune économique et politique d'une grande nation. Chacun est obligé d'admettre que la loi de la concentration de Marx a fameusement travaillé.

---

1. Un écrivain américain, Ferdinand Lundberg, qui avec toute sa conscience scientifique est plutôt un économiste conservateur, écrit dans son livre qui fit beaucoup de bruit : « Les États-Unis sont possédés et dominés aujourd'hui par soixante familles très riches, étayées par quatre-vingt-dix familles moins riches. » On peut ajouter à celles-ci trois cents ou cinq cents autres familles dont les revenus dépassent cent millions de dollars par an. La position prédominante appartient au premier groupe de soixante familles qui domine non seulement le marché, mais tient tous les leviers du gouvernement. Il forme le véritable gouvernement, « le gouvernement de l'argent dans la démocratie du dollar ». (Note de Trotsky.)

[N.d.E. : Ferdinand Lundberg (1902-1995) est l'auteur d'*America's 60 Families*, paru en 1937.]

*Les enseignements  
de Marx ont-ils vieilli ?*

Les questions de concurrence, de concentration de richesse et de monopole amènent naturellement la question de savoir si, de nos jours, la théorie économique de Marx n'a plus qu'un intérêt historique – comme, par exemple, celle d'Adam Smith – ou si elle continue d'avoir une signification actuelle. Le critère pour répondre à cette question est simple : si la théorie rend compte de l'évolution du développement économique mieux que les autres, elle reste la théorie la plus avancée de notre temps, serait-elle vieille de plusieurs vingtaines d'années.

Le célèbre économiste allemand Werner Sombart<sup>1</sup>, qui fut virtuellement un marxiste au début de sa carrière, avant de réviser les enseignements les plus révolutionnaires de Marx, oppose au *Capital* de Marx son propre *Capitalisme*, qui est probablement l'exposé le plus connu de notre temps des principes de l'économie bourgeoise. Sombart écrit : « Marx prophétise : premièrement, la misère croissante des travailleurs ; deuxièmement, la "concentration" générale, avec la disparition de la classe des artisans et des paysans ; troisièmement, l'effondrement

---

1. *N.d.E.* : Werner Sombart (1863-1941), professeur à Berlin, publia en 1902 une somme en quatre volumes sur le *Capitalisme moderne*, qu'il compléta à l'occasion de sa réédition en 1928 par deux volumes consacrés au *Hochkapitalismus* (seuls ces deux derniers volumes ont été traduits chez Payot sous le titre *L'Apogée du capitalisme*).

catastrophique du capitalisme. Rien de tout cela ne s'est produit. »

À l'encontre de ces pronostics erronés, Sombart propose ses propres pronostics « strictement scientifiques ». Selon lui, « le capitalisme continuera à se transformer dans la direction dans laquelle il a déjà commencé à se transformer à l'époque de son apogée : en vieillissant, il deviendra de plus en plus calme, posé, raisonnable ». Qu'on nous laisse essayer de vérifier, en nous tenant aux lignes fondamentales, qui des deux a raison, de Marx avec ses pronostics de catastrophe, ou de Sombart qui, au nom de toute l'économie bourgeoise, promettait que les choses s'arrangeraient « calmement, posément, raisonnablement ». Le lecteur nous accordera que la question est d'importance.

#### A) La théorie de la paupérisation croissante

« Accumulation de richesses à un pôle », écrivait Marx soixante ans avant Sombart, signifie donc en même temps accumulation de misère, de travail acharné, d'esclavage, d'ignorance, de brutalité, de dégradation mentale à l'autre pôle, c'est-à-dire du côté de la classe qui élabore ses produits sous la forme de capital. Cette thèse de Marx, connue sous le nom de « théorie de la paupérisation croissante », a été sujette à des attaques incessantes de la part des réformistes démocrates ou sociaux-démocrates, spécialement durant la période 1896-1914, alors que le capitalisme se développait rapidement et accordait

certaines concessions aux travailleurs, surtout à ceux des couches supérieures. Après la guerre mondiale, alors que la bourgeoisie, effrayée par ses propres crimes et par la révolution d'Octobre, se lançait dans la voie des réformes sociales, dont l'effet était immédiatement annulé par l'inflation et le chômage, la théorie de la transformation progressive de la société capitaliste parut à ces réformistes et aux professeurs bourgeois pleinement établie. « Le pouvoir d'achat du travail mercenaire », nous assure Sombart en 1928, « a augmenté en raison directe de l'expansion de la production capitaliste ».

En fait, la contradiction économique entre le prolétariat et la bourgeoisie s'aggrava durant la période la plus prospère de développement capitaliste, alors que l'élévation du standard de vie de certaines couches de travailleurs, qui parfois furent assez importantes, cachait la diminution de la part du prolétariat dans le revenu national. Ainsi, juste avant de tomber dans le marasme, la production industrielle des États-Unis, par exemple, augmenta de 50 % entre 1920 et 1930, pendant que la somme payée en salaires ne croissait que de 30 %, ce qui signifie une diminution effrayante de la part du travail dans le revenu national. En 1930, le chômage commença à se généraliser et, en 1933, une aide plus ou moins systématique fut accordée aux chômeurs, qui reçurent sous forme de secours à peine plus de la moitié de ce qu'ils avaient perdu comme salaires. L'illusion du progrès ininterrompu de toutes les classes s'était évanouie sans laisser de traces. Le déclin *relatif* du standard de vie des masses avait été remplacé par un déclin *absolu*. Les

travailleurs commencèrent à économiser sur leurs maigres divertissements, puis sur leurs vêtements et finalement sur leur nourriture. Les articles et les produits de qualité moyenne furent remplacés par de la camelote, et la camelote par le rebut. Les syndicats commencèrent à ressembler à l'homme qui s'accroche désespérément à la rampe pendant qu'il descend rapidement dans un escalier roulant.

Avec 6 % de la population du monde, les États-Unis possèdent 40 % de la richesse du monde. Cependant, le tiers de la nation, comme Roosevelt lui-même l'a admis, est sous-alimenté, mal vêtu et vit dans des conditions inhumaines. Que dire alors des pays moins privilégiés ? L'histoire du monde capitaliste, depuis la dernière guerre, a irréfutablement confirmé la théorie dite de la « paupérisation croissante ».

Le régime fasciste, qui réduit simplement à l'extrême les limites du déclin et de la réaction inhérents à tout capitalisme impérialiste, devint indispensable quand la dégénérescence du capitalisme effaça toute possibilité de conserver des illusions au sujet d'une augmentation du niveau de vie du prolétariat. La dictature fasciste signifie la reconnaissance ouverte de la tendance à l'appauvrissement que les plus riches démocraties impérialistes essaient encore de déguiser. Mussolini et Hitler persécutent le marxisme avec une telle haine précisément parce que leurs régimes sont la plus horrible confirmation des pronostics de Marx. Le monde civilisé s'indigne, ou prétend s'indigner, lorsque Goering, sur le ton du bourreau et du bouffon qui lui est particulier, déclare que les canons sont plus

importants que le beurre, ou lorsque Cagliostro Casanova Mussolini<sup>1</sup> avise les travailleurs italiens qu'il leur faut apprendre à serrer leur ceinture sur leurs chemises noires. Mais la même chose ne se produit-elle pas dans les démocraties impérialistes ? Partout, le beurre est employé à graisser les fusils. Les travailleurs de France, d'Angleterre et des États-Unis apprennent à serrer leur ceinture sans avoir de chemises noires.

#### B) L'armée de réserve et la nouvelle sous-classe des chômeurs

L'armée industrielle de réserve forme une composante indispensable de la mécanique sociale du capitalisme, de la même manière que les réserves de machines et de matières premières dans les usines ou que les produits finis dans les magasins. Ni l'expansion générale de la production, ni le flux et le reflux périodique du cycle industriel, ne seraient possibles sans une réserve de force de travail. De la tendance générale du développement capitaliste – l'augmentation du capital fixe (machines et matières premières) aux dépens du capital variable (force de travail) –, Marx tire la conclusion : « Plus grande est la richesse sociale...

---

1. Giuseppe Balsamo dit Alessandro, comte de Cagliostro (1743-1795) est un aventurier italien, qui fut notamment impliqué dans « l'affaire du collier de la reine ». Il avait rencontré Giacomo Girolamo Casanova (1725-1798), dont Trotsky accole également le nom à celui de Mussolini.

plus grande est l'armée industrielle de réserve... plus grande est la masse du surplus de population consolidée... plus grand est le paupérisme officiel. *Telle est la loi générale absolue de l'accumulation capitaliste.* »

Cette thèse, indissolublement liée à la « théorie de la paupérisation croissante » et dénoncée pendant des décennies comme « exagérée », « tendancieuse » et « démagogique », est devenue maintenant l'image théorique parfaite des choses telles qu'elles sont. L'armée actuelle des chômeurs ne peut pas être plus longtemps regardée comme une « armée de réserve » parce que sa masse principale n'a plus aucun espoir de jamais retrouver un emploi ; au contraire, elle tend à augmenter par un flot continu de nouveaux chômeurs. Le capitalisme en voie de désagrégation a engendré toute une génération de jeunes gens qui n'a jamais eu d'emploi et n'a pas d'espoir d'en avoir. Cette nouvelle sous-classe, entre le prolétariat et le semi-prolétariat, est obligée de vivre aux dépens de la société. On a estimé qu'au cours de neuf ans (1930-1938) le chômage a fait perdre à l'économie des États-Unis plus de 43 millions d'années de travail. Si l'on considère qu'en 1929, au moment de la plus grande prospérité, il y avait 2 millions de chômeurs aux États-Unis, et que durant ces neuf dernières années le nombre des travailleurs en puissance est monté à 5 millions, le total des années de travail perdues doit être incomparablement plus élevé. Un régime social ravagé par une telle plaie est mortellement malade. Le vrai diagnostic de cette maladie a été

fait il y a près de quatre-vingts ans, alors que le mal lui-même n'était qu'un simple germe.

### C) Le déclin des classes moyennes

Les chiffres qui démontrent la concentration du capital indiquent en même temps que le poids spécifique des classes moyennes et leur part dans le revenu national avaient été constamment en diminuant, pendant que les petites entreprises avaient été complètement dévorées ou réduites et privées de leur indépendance au point de devenir synonymes de travail forcé et de misère désespérée. Il est vrai que, en même temps, le développement du capitalisme a considérablement augmenté l'armée des techniciens, des gérants, des employés, des avoués, des médecins – en un mot, des prétendues « nouvelles classes moyennes ». Mais cette couche sociale, dont la croissance n'était pas un mystère pour Marx, a peu de rapports avec l'ancienne classe moyenne qui, par la propriété de ses propres moyens de production, avait une garantie tangible d'indépendance économique. La « nouvelle classe moyenne » est encore plus dépendante des capitalistes que les ouvriers. En effet, la classe moyenne est dans une large mesure leur chef de corvée. D'ailleurs, parmi eux, également, on note l'existence d'un surplus humain considérable, voué par voie de conséquence à la dégradation sociale.

Un homme aussi éloigné du marxisme que le procureur général des États-Unis, Homer

S. Cummings, constate « que les statistiques dignes de foi établissent qu'un grand nombre d'entreprises industrielles a complètement disparu et que le petit homme d'affaires est en train d'être éliminé progressivement de la vie américaine ». Mais, objecte Sombart, la concentration générale avec la disparition de la classe des artisans et des paysans « n'a pas encore eu lieu ». Comme tous les théoriciens, Marx commença par isoler les tendances fondamentales comme de pures formes, faute de quoi il eût été impossible de comprendre la destinée de la société capitaliste. Marx lui-même, cependant, était parfaitement capable d'envisager le phénomène de la vie à la lumière d'une analyse concrète, comme un produit de l'enchaînement de divers facteurs historiques. Les lois de Newton ne sont certainement pas annulées par le fait que la vitesse de la chute des corps varie dans certaines conditions, et que les orbites des planètes sont sujettes à des perturbations.

Pour comprendre la prétendue « ténacité » de la classe moyenne, il est bon d'avoir présent à l'esprit que les deux tendances, la ruine de la classe moyenne et la transformation de ses membres en prolétaires, ne se développent pas selon le même rythme et la même étendue. Il découle de la prépondérance croissante de la machine sur le travail humain que plus le processus de ruine de la classe moyenne s'étend, plus il devance celui de sa prolétarianisation, lequel, dans certaines circonstances, peut s'arrêter complètement, et même reculer.

Comme les lois physiologiques donnent des résultats différents dans un organisme qui croît ou dans un organisme qui meurt, ainsi les lois de l'économie

marxiste s'énoncent elles-mêmes différemment selon que le capitalisme se développe ou se désintègre. Cette différence est particulièrement claire dans les relations mutuelles de la ville et de la campagne. La population rurale des États-Unis, qui s'accroît comparativement plus lentement que le total de la population, continua d'augmenter en chiffres absolus jusqu'en 1910, où elle atteignit 32 millions.

Durant les vingt années suivantes, en dépit de la rapide augmentation de la population totale du pays, elle tomba à 30,4 millions, c'est-à-dire qu'elle diminua de 1,6 million. Mais, en 1935, elle monta de nouveau à 32,8 millions, soit une augmentation de 2,4 millions par rapport à 1930. Ce renversement de la tendance, étonnant au premier abord, ne réfute finalement ni la tendance de la population urbaine à s'accroître aux dépens de la population rurale, ni la tendance de la classe moyenne à se désintégrer ; au contraire, elle démontre plus nettement la désintégration du système capitaliste dans son ensemble. L'augmentation de la population rurale durant la période de crise aiguë de 1930-1935 s'explique simplement par le fait que près de 2 millions de citoyens, ou, pour parler d'une façon plus précise, 2 millions de chômeurs affamés, se réfugièrent à la campagne pour exploiter des terres abandonnées par les fermiers ou les fermes de leurs parents, en vue d'employer leur force de travail rejetée par la société à une activité productive dans une économie naturelle, et se faire ainsi une existence semi-famélique au lieu de mourir de faim.

Il ne s'agit donc pas de la question de la stabilité des petits fermiers, artisans ou commerçants, mais

bien plutôt de l'affreuse misère de leur situation. Loin d'être une garantie pour l'avenir, la classe moyenne est un reste malheureux et tragique du passé. Incapable de s'en débarrasser entièrement, le capitalisme s'est arrangé pour la réduire au dernier degré de la dégradation et de la détresse. Le fermier se voit privé, non seulement de la rente due à son morceau de terre et du profit du capital investi, mais même d'une bonne partie de son salaire. De la même manière, les petites gens dans les villes mangent leurs allocations, entre la vie économique et la mort. La classe moyenne n'est pas prolétarisée uniquement parce qu'elle est réduite à la misère. Il est tout aussi difficile de trouver dans ce fait un argument contre Marx qu'en faveur du capitalisme.

#### D) Les crises industrielles

La fin du siècle dernier et le commencement de celui-ci furent marqués par de tels progrès du capitalisme que les crises cycliques ne paraissaient pas autre chose que des ennuis « accidentels ». Durant les années de l'optimisme capitaliste universel, les critiques de Marx nous assuraient que le développement national et international des trusts, des syndicats et des cartels introduisait un contrôle planifié du marché et présageait la victoire finale sur les crises. Si l'on en croit Sombart, les crises ont déjà été « abolies » avant la guerre par le mécanisme lui-même du capitalisme, de sorte que « le problème des crises nous laisse aujourd'hui à peu

près indifférents ». Maintenant, à peine dix ans plus tard, ces mots résonnent comme une mauvaise plaisanterie, car de nos jours les pronostics de Marx se sont réalisés dans la pleine mesure de leur tragédie.

Il est remarquable que la presse capitaliste, qui essaie de nier l'existence des monopoles, se réfère à ces mêmes monopoles en vue de nier aussi l'anarchie capitaliste. Si les soixante familles contrôlaient la vie économique des États-Unis, le *New York Times* nous dit ironiquement que « cela prouverait que le capitalisme américain, loin d'être anarchique et sans direction... est organisé avec grand soin ». Cet argument manque son but. Le capitalisme a été incapable de développer une seule de ses tendances jusqu'au bout. De la même manière que la concentration des richesses n'abolit pas la classe moyenne, ainsi le monopole n'abolit pas la concurrence ; simplement, il la brise et la mutile. Pas plus le « plan » de chacune des soixante familles que les diverses variantes de ces plans ne sont le moins du monde intéressés à la coordination des diverses branches de l'économie, mais bien plutôt à l'augmentation des profits de leur propre monopole aux dépens des autres et aux dépens de la nation entière. L'anarchie de l'économie nationale résulte en fin de compte du heurt de tous ces plans.

La crise de 1929 éclata aux États-Unis un an après que Sombart eut proclamé la complète indifférence de sa « science » au vrai problème des crises. Du sommet d'une prospérité sans précédent, l'économie des États-Unis fut catapultée dans l'abîme d'un monstrueux marasme. Personne à l'époque de Marx n'aurait pu concevoir des convulsions d'une

telle ampleur. Le revenu national des États-Unis avait atteint en 1920 pour la première fois 69 milliards de dollars pour tomber l'année suivante à 50 milliards de dollars, c'est-à-dire une diminution de 27 %. Ensuite, au cours des années de prospérité qui suivirent, le revenu national monta de nouveau, en 1929, à son plus haut point de 81 milliards de dollars, pour retomber en 1932 à 40 milliards de dollars, soit moins de la moitié ! Si l'on prend comme norme le travail et le revenu de 1929, où il y avait « seulement » 2 millions de chômeurs, 43 millions d'années de travail et 133 milliards de dollars de revenu national furent approximativement perdus durant les neuf années 1930-1938. Si cela n'est pas de l'anarchie, que peut donc signifier ce mot ?

#### E) La « théorie de l'effondrement »

L'esprit et le cœur des intellectuels de la classe moyenne et des bureaucrates syndicaux furent presque complètement ensorcelés par les réalisations du capitalisme entre l'époque de la mort de Marx et le début de la guerre mondiale. L'idée de progrès continu semblait définitivement assurée tandis que celle de révolution était regardée comme un simple reste de barbarie. Les pronostics de Marx étaient combattus à l'aide des pronostics contraires d'une plus juste distribution du revenu national, d'un adoucissement des contradictions de classes, et d'une réforme progressive de la société

capitaliste. Jean Jaurès, le plus doué des sociaux-démocrates de l'époque classique, espérait imprégner progressivement la démocratie politique d'un contenu social. C'est en cela que consiste l'essence du réformisme. Tels étaient les pronostics en présence. Qu'en est-il advenu ?

La vie du capitalisme monopolistique de notre époque est une suite de crises. Chaque crise est une catastrophe. Le besoin d'échapper à ces catastrophes partielles au moyen de tarifs douaniers, d'inflation, d'une augmentation des dépenses de l'État et des dettes prépare le terrain à de futures crises, plus profondes et toujours plus étendues. La lutte pour les marchés, pour les matières premières, pour les colonies, rend les catastrophes militaires inévitables. Elles préparent les catastrophes révolutionnaires. Il n'est vraiment pas facile d'être d'accord avec Sombart lorsqu'il prétend que le capitalisme en vieillissant devient de plus en plus « calme, posé, raisonnable ». Il serait plus juste de dire qu'il est en train de perdre ses derniers vestiges de raison. En tout état de cause, il n'y a pas de doute que la « théorie de l'effondrement » a triomphé sur celle du développement pacifique.

### *Le déclin du capitalisme*

Quelque onéreux qu'ait été pour la société le contrôle par le marché, l'humanité jusqu'à une certaine époque, approximativement jusqu'à la guerre mondiale, s'accrut, se développa et s'enrichit à

travers des crises partielles ou générales. La propriété privée des moyens de production continua d'être comparativement, durant cette époque, un facteur de progrès. Mais, maintenant, le contrôle aveugle de la valeur par la loi ne rend plus le moindre service. Le progrès humain est enfoncé dans un cul-de-sac. En dépit des derniers triomphes de la technique, les forces de production matérielles ne s'accroissent plus. Le symptôme de déclin le plus clair est la stagnation mondiale de l'industrie du bâtiment, conséquence de l'arrêt des investissements dans les branches principales de l'économie. Les capitalistes ne sont plus capables de croire à l'avenir de leur propre système. L'aide à la construction par le gouvernement signifie une augmentation de l'impôt et une contraction du revenu national disponible, spécialement depuis que la plus grande partie des constructions commandées par le gouvernement le sont directement dans des buts de guerre.

Le marasme a atteint un caractère spécialement dégradant dans la plus ancienne sphère de l'activité humaine, dans celle qui est liée le plus étroitement aux besoins vitaux de l'homme : l'agriculture. Mécontents des obstacles que la propriété privée dans sa forme la plus réactionnaire, celle de la petite propriété terrienne, oppose au développement de l'agriculture, les gouvernements capitalistes eux-mêmes sont fréquemment appelés à limiter artificiellement la production par des mesures administratives qui auraient effrayé les artisans des corporations au temps de leur déclin. Il sera noté dans l'histoire que le gouvernement

du plus puissant État capitaliste offre des primes aux paysans pour arracher ce qu'ils ont semé, c'est-à-dire pour diminuer artificiellement le revenu national déjà en baisse. Les résultats sont évidents : en dépit de grandioses possibilités de production, assurées par l'expérience et la science, l'économie agricole n'arrive pas à sortir d'une crise de putréfaction, car le nombre des affamés, la plus grande partie de l'humanité, continue à augmenter plus vite que la population du globe. Les conservateurs considèrent comme une politique raisonnable de défendre un ordre social qui est tombé à un tel degré de folie destructrice, et ils condamnent la lutte socialiste contre une telle folie comme une utopie destructrice.

### *Le fascisme et le New Deal*

Deux méthodes, pour sauver le capitalisme historiquement condamné, sont employées aujourd'hui dans le monde : le fascisme et le New Deal. Le fascisme fonde son programme sur la démolition des organisations ouvrières, sur la destruction des réformes sociales, et sur l'anéantissement complet des droits démocratiques en vue de prévenir la résurrection de la lutte du prolétariat. L'État fasciste légalise officiellement la dégradation des travailleurs et l'appauvrissement de la classe moyenne sous prétexte de sauver la « nation » et la « race », noms prétentieux sous lesquels figure le capitalisme déclinant.

La politique du New Deal, qui essaie de sauver la démocratie impérialiste par des pots-de-vin à l'aristocratie ouvrière et paysanne, n'est applicable qu'à des nations très riches et, en ce sens, elle est la politique américaine par excellence. Le gouvernement américain a tenté de mettre une partie des frais de cette politique sur les épaules des monopoles, les exhortant à élever les salaires et à raccourcir la durée du travail en vue d'augmenter le pouvoir d'achat de la population et de développer la production. Léon Blum a tenté de traduire ce sermon en français d'école primaire. En vain ! Les capitalistes français, comme les américains, ne produisent pas par amour de la production, mais en vue du profit. Ils sont toujours prêts à limiter la production, même à détruire des produits manufacturés, si par ce moyen leur part du revenu national est augmentée.

Le programme du New Deal est surtout incohérent en ceci que, pendant qu'il prêche aux magnats du capital les avantages de l'abondance sur la rareté, le gouvernement distribue des primes pour l'abaissement de la production. Une plus grande confusion est-elle possible ? Le gouvernement réfute ceux qui le critiquent par ce défi : pouvez-vous faire mieux ? Le sens de tout cela est que, sur la base du capitalisme, la situation est sans espoir.

Depuis le début de 1933, c'est-à-dire durant les six dernières années, le gouvernement américain, les États fédérés et les municipalités ont distribué aux chômeurs près de 15 milliards de dollars. C'est une somme tout à fait insuffisante en elle-même et qui représente moins de la moitié des salaires

perdus, mais en même temps, si l'on considère l'abaissement du revenu national, c'est une somme colossale. En 1938, qui fut comparativement une année de reprise économique, la dette nationale des États-Unis dépassait 38 milliards de dollars, soit 12 milliards de plus que le plus haut point atteint à la fin de la guerre mondiale. Au début de 1939, elle dépassa 40 milliards de dollars. Et ensuite ? La dette nationale croissante est évidemment une charge pour les générations à venir. Mais le New Deal lui-même ne fut possible qu'à cause de la fabuleuse richesse accumulée par les générations passées. Seule une nation très riche pouvait se permettre une politique aussi extravagante. La politique du New Deal, avec ses résultats fictifs et sa très réelle augmentation de la dette nationale, est inévitablement amenée à finir dans une féroce réaction capitaliste et dans une explosion désastreuse d'impérialisme. En d'autres mots, elle conduit aux mêmes résultats que la politique du fascisme.

### *Anomalie ou norme*

Secrétaire à l'Intérieur des États-Unis, Harold L. Ickes considère comme « une des anomalies les plus étranges de toute l'histoire » que l'Amérique, démocratique dans la forme, soit en réalité une autocratie : « L'Amérique, la terre de la règle majoritaire, a été contrôlée, du moins jusqu'en 1933 (!), par les monopoles qui à leur tour sont contrôlés par un nombre infime d'actionnaires. » Le diagnostic est

juste, à l'exception de l'affirmation selon laquelle, avec l'avènement de Roosevelt, la règle des monopoles a cessé ou s'est affaiblie. Cependant, ce que Ickes appelle « une des anomalies les plus étranges de toute l'histoire » est, en fait, la norme indiscutable du capitalisme. La domination du faible par le fort, du nombre par quelques-uns, du travailleur par l'exploiteur, est une loi fondamentale de la démocratie bourgeoise. Ce qui distingue les États-Unis des autres pays est tout simplement la plus grande étendue des contradictions de son capitalisme. L'absence d'un passé féodal, l'existence de grandes ressources naturelles, un peuple énergique et entreprenant, en un mot tout ce qui est requis pour augurer un développement ininterrompu de la démocratie, a abouti en fait à une concentration fantastique des richesses.

Tout en promettant de mener la lutte contre les monopoles jusqu'à la victoire, Ickes se réfère sans cesse à Thomas Jefferson, Andrew Jackson, Abraham Lincoln, Theodore Roosevelt et Woodrow Wilson comme aux prédécesseurs de Franklin D. Roosevelt. « Pratiquement toutes nos grandes figures historiques, disait-il le 30 décembre 1937, sont célèbres à cause de leur lutte constante et courageuse pour prévenir et contrôler la super-concentration de richesse et de pouvoir dans quelques mains. » Mais il découle de ses propres paroles que le résultat de cette « lutte constante et courageuse » est une complète domination de la démocratie par la ploutocratie.

Pour certaines raisons inexplicables, Ickes pense que cette fois la victoire est assurée, pourvu que le peuple comprenne que la lutte n'est pas « entre

le New Deal et la moyenne des hommes d'affaires éclairés, mais entre le New Deal et les Bourbons des soixante familles qui maintiennent le reste des hommes d'affaires des États-Unis sous la terreur de leur domination ». L'orateur autorisé n'explique cependant pas comment les « Bourbons » s'arrangent pour subjuguier tous les hommes d'affaires éclairés en dépit de la démocratie et des « grandes figures historiques ». Les Rockefeller, les Morgan, les Mellon, les Vanderbilt, les Guggenheim, les Ford et C<sup>ie</sup> n'ont pas envahi les États-Unis de l'extérieur comme Cortez envahit le Mexique : ils sont sortis organiquement du peuple, ou, pour être plus précis, de la classe « des hommes d'affaires et des industriels éclairés », et sont devenus, en accord avec les pronostics de Marx, l'apogée naturelle du capitalisme. Si une démocratie jeune et forte a été incapable d'arrêter en pleine jeunesse la concentration des richesses, alors que le processus ne faisait que commencer, est-il possible de croire, même un instant, qu'une démocratie déclinante est capable d'affaiblir les antagonismes de classes qui ont atteint leur dernière limite ? D'ailleurs, l'expérience du New Deal ne fournit aucun élément pour justifier un tel optimisme. Réfutant les attaques des industries lourdes contre le gouvernement, Robert H. Jackson, un personnage haut placé dans les conseils de l'administration, prouva avec des chiffres que, durant la présidence de Roosevelt, les profits des magnats du capital ont atteint des niveaux auxquels eux-mêmes avaient perdu l'habitude de rêver durant la dernière période de la présidence de Hoover ; d'où il suit en tout cas que la

lutte de Roosevelt contre les monopoles n'a pas été couronnée de plus de succès que celle de tous ses prédécesseurs.

*Le retour au passé*

On ne peut qu'être d'accord avec le professeur Lewis W. Douglas, l'ancien directeur du budget dans l'administration Roosevelt, lorsqu'il condamne le gouvernement « pour attaquer les monopoles d'un côté, alors qu'il les favorise de l'autre ». Cependant, d'après la nature des choses, il ne peut en être autrement. D'après Marx, le gouvernement est le comité exécutif de la classe dirigeante. Aujourd'hui, les monopoles sont la partie la plus puissante de la classe dirigeante. Aucun gouvernement n'est en position de lutter contre les monopoles en général, c'est-à-dire contre la classe par la volonté de laquelle il gouverne. Tout en attaquant les monopoles par certains côtés, il est obligé de s'en faire des alliés par d'autres côtés. En s'alliant avec les banques et l'industrie légère, il peut porter certains coups occasionnels aux trusts de l'industrie lourde, qui cependant n'en continuent pas moins à faire des bénéfices fantastiques.

Lewis Douglas n'oppose pas la science au charlatanisme officiel, mais simplement une autre sorte de charlatanisme. Il voit la source des monopoles non pas dans le capitalisme, mais dans le protectionnisme, et, d'après cela, découvre le salut de la société non pas dans l'abolition de la propriété privée

des moyens de production, mais dans l'abaissement des tarifs douaniers. « À moins que la liberté des marchés ne soit rétablie, pronostique-t-il, il est douteux que la liberté de toutes les institutions – entreprises, paroles, éducation, religion – puisse survivre. » En d'autres mots, sans la restauration de la liberté du commerce international, la démocratie, ou ce qu'il en reste, va droit à une dictature révolutionnaire ou fasciste. Mais la liberté du commerce international est inconcevable sans la liberté du commerce intérieur, c'est-à-dire sans compétition. Et la liberté de compétition est inconcevable sous le joug des monopoles. Malheureusement, M. Douglas, pas plus que M. Ickes, ou que M. Jackson, ou que M. Cummings, ou que M. Roosevelt lui-même, ne s'est donné la peine de nous dévoiler ses propres remèdes contre le capitalisme monopolistique et, par voie de conséquence, contre une révolution ou un régime totalitaire.

La liberté du commerce, comme la liberté de la concurrence, comme la prospérité de la classe moyenne, appartiennent à un passé révolu. Refaire le passé est maintenant le remède des réformateurs démocrates du capitalisme : redonner plus de « liberté » aux industriels et hommes d'affaires petits et moyens, transformer la monnaie et le système de crédit en leur faveur, libérer le marché des trusts, éliminer de la bourse les spéculateurs professionnels, restaurer la liberté du commerce international, et ainsi de suite à l'infini. Les réformateurs rêvent même de limiter l'usage des machines et de proscrire la technique qui trouble l'équilibre social et cause une foule d'ennuis.